

Délibération n° 2018-09-27/23

Objet : Paiement des intervenants extérieurs assurant les études dirigées – Année scolaire 2018 / 2019

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
VILLE DE PEROLS
CONSEIL MUNICIPAL DU 27 SEPTEMBRE 2018**

L'an deux mille dix-huit, le vingt-sept septembre,

Le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le 21 septembre 2018, s'est réuni dans la salle Gilbert Marchal ;

La séance a été publique.

Présents : J.P. Rico, Maire

Mesdames et Messieurs : M. Marcou - B. Conte Arranz – F. Bertouy - X. Mirault - C. Pistre - J. Taverne
M. Pellet - J.M. Malek - P. Nivresse - O. Boudet – C. Moreteau - G. Riguidel - B. Rodriguez – M. Litton -
F. Boyer - J.M. Leïendeckers – R. Casas Mateu – C. Germain – C. Prost - B. Cosme – I. Gianiel

Absents représentés : A. Conesa excusé, pouvoir à B. Rodriguez – B. Deltour excusé, pouvoir à J.P. Rico – A. Estève excusé, pouvoir à C. Prost

Absents : S. Riscal - G. Della Ragione – A. Jamet - S. Waselynck

Madame Françoise Bertouy, adjointe déléguée aux ressources humaines et à l'emploi, rapporte :

Les taux maximum de rémunération des travaux supplémentaires effectués, en dehors de leur service normal, par les instituteurs et professeurs des écoles, pour le compte et à la demande des collectivités territoriales et payés par elles, sont déterminés par référence à l'arrêté ministériel du 11 janvier 1985 modifié.

Il revient dès lors à la collectivité territoriale de déterminer le montant de la rémunération dans la limite du taux plafond fixé par le texte évoqué ci-dessus, en équivalence pour les intervenants extérieurs assurant ces mêmes études dirigées :

- 15 intervenants maximum

- Rémunération selon l'arrêté ministériel en vigueur, soit un taux horaire de 22,34 € brut

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Rémunérer les interventions extérieures pour études dirigées selon le taux horaire en vigueur pour l'exercice 2018 – 2019.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 27 septembre 2018
Le Maire
Jean-Pierre RICO

